

**Atonu Rabbani**

Associate Professor, Department of Economics  
University of Dhaka

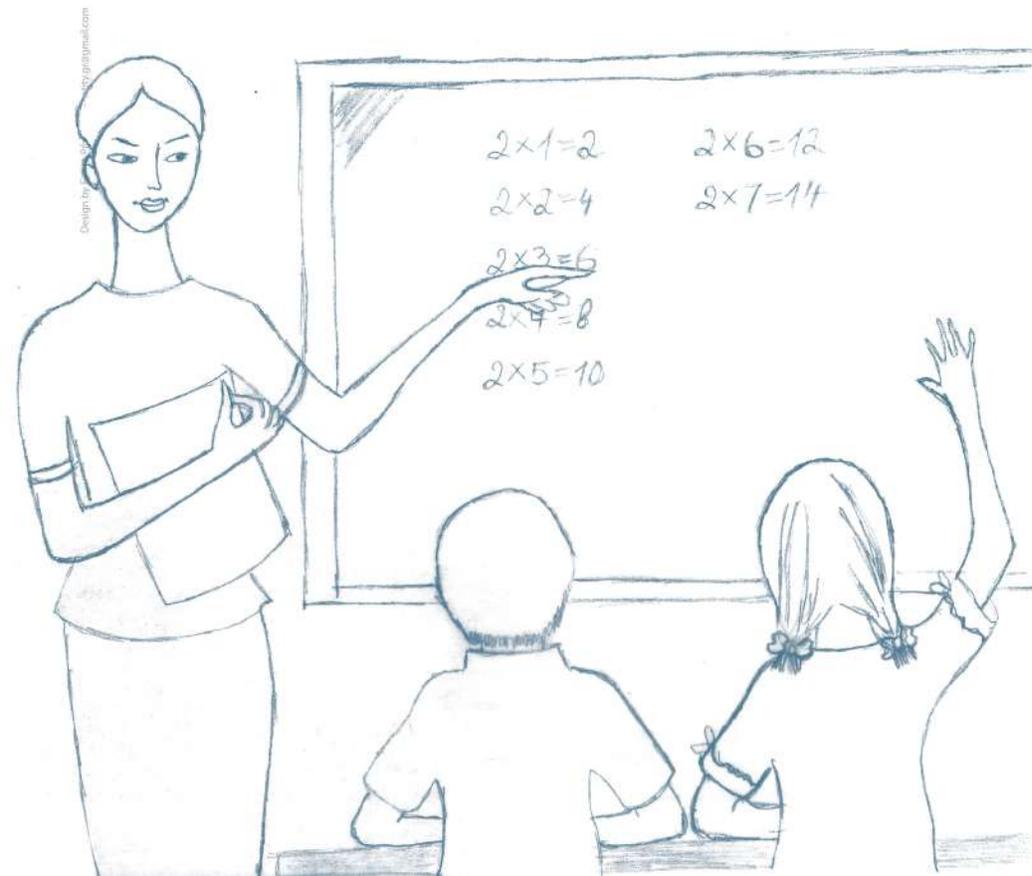
**Yvrose Guerrier**

Chef de Service  
Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe

**Analyse des coûts et des avantages**

# Investissements en capital humain en Haïti:

Analyse coûts-avantages de certaines interventions  
éducatives sélectionnées





# Investissements en capital humain en Haïti : analyse avantage-coût de certaines interventions sélectionnées en matière d'éducation

---

Haïti Priorise

**Atonu Rabbani**

*Professeur associé, Département des Sciences Economiques  
University of Dhaka*

Version préliminaire de travail en date du 5 Avril, 2017.

Traduit de l'anglais par Julien Richard, traducteur professionnel

© 2017 Copenhagen Consensus Center

[info@copenhagenconsensus.com](mailto:info@copenhagenconsensus.com)

[www.copenhagenconsensus.com](http://www.copenhagenconsensus.com)

Cet ouvrage a été produit dans le cadre du projet Haïti Priorise.

Ce projet est entrepris avec le soutien financier du gouvernement du Canada. Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

**Canada**

Certains droits réservés



Cet ouvrage est disponible sous la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0 ([CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)). Selon les termes de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

#### Attribution

Veillez citer l'ouvrage comme suit : #NOM DE L'AUTEUR#, #TITRE DU RAPPORT#, Haïti Priorise, Copenhagen Consensus Center, 2017. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 4.0.

#### Contenu d'un tiers

Copenhagen Consensus Center ne possède pas nécessairement chaque élément du contenu figurant dans l'ouvrage. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'ouvrage, il est de votre responsabilité de déterminer si l'autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Par exemple les tableaux, les illustrations ou les images font partie de ces éléments mais ne s'y limitent pas.

## Résumé académique

L'éducation est l'un des déterminants les plus importants de la prospérité économique et peut expliquer une variation significative de la croissance économique dans tous les pays. En outre, l'investissement en capital humain est également un facteur important pour expliquer le gradient socio-économique à travers l'individu, voire une des principales forces derrière l'inégalité relative dans la société actuelle. Pour assurer la croissance économique à long terme en Haïti et un développement durable, Haïti a besoin de faire attention à son secteur de l'éducation et d'investir efficacement dans le capital humain en mettant l'accent sur l'éducation.

Les inégalités à la fois intra et inter générationnelles commencent tôt dans la vie et l'éducation préscolaire a reçu beaucoup d'attention dans la littérature de l'économie de l'éducation. La complémentarité dynamique dans l'investissement en matière d'éducation suggère également que le retour sur investissement est susceptible d'être plus élevé le plus tôt ces investissements sont effectués dans la vie. Toutefois, il est également important que l'investissement dans le capital humain par l'éducation continue au cours de la vie. Des interventions secondaires d'offre telles que l'amélioration des résultats d'apprentissage des enfants et des interventions secondaires de demande comme les transferts conditionnels en espèces peuvent également avoir des répercussions importantes sur les résultats éducatifs et aussi être rentables afin de pouvoir guider les finances publiques plus efficacement.

## Résumé de la politique

### Vue d'ensemble

Haïti reste le seul pays en développement dans l'hémisphère occidental, et on peut présumer que l'éducation et l'investissement en capital humain peuvent mettre le pays sur la voie d'une croissance durable à long terme. Haïti présente certains défis d'investissements éducatifs communs à beaucoup d'autres pays en développement. Dans cet article, nous vous proposons une série d'interventions qui répondent à un processus dynamique d'investissement dans l'éducation pour les citoyens du pays. Alors qu'il faudra éventuellement une mobilisation importante des ressources publiques et privées, investir dans les compétences et la formation du capital humain est sans doute la seule stratégie de longue durée pour profiter des situations changeantes du marché du travail dans le cadre du développement de questions mondiales ces derniers temps.

Nous vous proposons trois interventions pour répondre à l'accumulation du capital humain au cours de la vie d'une personne. Nous plaidons pour l'éducation préscolaire (EP), qui a reçu dernièrement de l'attention dans le secteur de l'éducation et Haïti a également inclus l'EP dans le cadre de sa politique éducative. L'intervention proposée devrait toucher 1,6 millions d'enfants en Haïti avec des ratios avantage-coût favorables.

### Considérations de mise en œuvre

#### Education Préscolaire (EP)

L'EP montre un grand potentiel pour augmenter les résultats du travail des travailleurs tels que les revenus et aussi les résultats hors travail sur le marché en réduisant la criminalité et en augmentant le bien-être psychologique. L'EP gagne du terrain ces derniers temps dans de nombreux pays en développement et Haïti a déjà inclus l'EP dans le cadre de sa politique éducative.

Nous vous proposons 157 USD par élève et par an pour l'intervention. Ceci devrait inclure le coût de l'intervention réelle (coûts de fonctionnement) ainsi que le développement des outils et des programmes d'études et de formation (frais fixés). L'intervention devrait viser environ 260 000 enfants âgés de quatre et cinq ans. De plus, ceci peut être étendu pour inclure des enfants du même âge au même coût unitaire. Nous avons également inclus 0,61 année de scolarité supplémentaire en raison de la demande accrue en matière d'éducation plus tard dans la vie due à l'EP.

Les avantages comprennent environ 35 pour cent d'augmentation des revenus à un stade ultérieur. Les avantages peuvent s'accumuler en raison de la scolarisation supplémentaire plus tard dans la vie, de l'augmentation de l'efficacité des études ensemble et aussi de l'accumulation de capital humain supplémentaire dès un stade précoce de la vie. Calibré pour le revenu moyen en Haïti, au titre des avantages constitués cela peut s'élever à environ 320 USD par an au cours de la durée de travail d'un travailleur.

Ensuite, nous vous proposons une intervention qui vise à augmenter l'efficacité de l'éducation en s'attaquant aux résultats d'apprentissage et aux compétences plutôt qu'à la présence et les résultats des examens de réussite. La littérature de l'économie de l'éducation contemporaine suggère un certain nombre d'interventions et le suivi et le regroupement des élèves selon leurs réussites antérieures ont montré un certain potentiel. Nous proposons de fournir un tel enseignement supplémentaire dirigé à tous les élèves de niveau primaires inscrits les cinq premières années de la scolarité. Un investissement d'une centaine de dollar par an et par élève peut augmenter les résultats d'apprentissage par environ deux écarts-type, ce qui peut se traduire par 240 USD de revenu supplémentaire (doit être actualisé au taux appropriés). Cela peut viser environ 870 000 élèves inscrits les années 1 à 5 (le premier cycle de l'enseignement primaire en Haïti). Le principal risque de cette intervention est de trouver les facilitateurs ou les tuteurs pour délivrer l'enseignement complémentaire aux étudiants.

Pour remédier au faible taux de scolarisation et au taux de décrochage important au niveau secondaire (grades 6 à 10), les transferts conditionnels en espèces peuvent être efficaces pour augmenter la scolarisation et le maintien des élèves à l'école. Les TCE ont été employé largement et sont généralement prometteurs dans la réalisation de ses objectifs. Les TCE sont habituellement ciblés et plus susceptibles d'avoir des répercussions pour les enfants des ménages à faible revenu. Ainsi, nous proposons de cibler les élèves des deux quintiles les plus faibles, ce qui coïncide également avec le taux actuel de pauvreté d'environ 40 pour cent en Haïti. Les TCE s'élèvent habituellement à environ 14 pour cent de la consommation des ménages et l'étalonnage de ces derniers en Haïti suggère 111 USD par an et par élève. Nous utilisons également l'impact moyen des inscriptions d'environ 13,5 points de pourcentage par rapport à un niveau de référence (c'est une limite inférieure pour le niveau actuel en Haïti). La simulation suggère que l'intervention peut conduire à une année supplémentaire de scolarité. Nous utilisons le revenu moyen d'une personne avec une faible éducation dans le secondaire pour calibrer les avantages et faire la comparaison avec le coût des TCE. Le principal risque pour les TCE est la fuite et l'erreur de ciblage. Puisqu'il s'agit plutôt d'une question de gouvernance, nous l'ignorons pour l'instant.

## Justification de l'intervention

L'intervention de l'EP a démontré avoir des rendements très élevés pour une plus longue période de temps et cela a été évident dans différents contextes comme aux USA, au Bangladesh et en Jamaïque. En fait, l'EP peut réellement atténuer les effets préjudiciables pour les résultats économiques en raison de l'insuffisance d'autres facteurs de production tels que la nutrition. En raison de la formation de nature dynamique du capital humain et de la complémentarité dans l'investissement à différents moments dans la vie d'une personne, l'EP peut s'avérer certainement avoir un rendement élevé et un ratio avantage-coût plus élevé par rapport aux autres interventions similaires en matière d'éducation (ou de non-éducation).

Alors qu'il est important de commencer à investir dans le capital humain dès que possible, il est également important de continuer l'investissement dans le capital humain par la suite. Haïti a atteint une scolarisation raisonnable au niveau primaire (années 1 à 5), cependant, il y a un manque de discussions concernant la qualité de l'éducation. À ce titre, l'intervention améliorant les compétences comme le suivi des élèves ou l'enseignement à un niveau approprié en les regroupant en se basant sur leurs réussites antérieures peuvent être potentiellement très utiles. La qualité de l'éducation reçoit une attention de plus en plus grande au cours de l'ère post-OMD, et il est impératif qu'Haïti profite d'interventions efficaces qui visent à améliorer les résultats d'apprentissage des élèves.

Cela devrait être soutenu en incitant les ménages à envoyer leurs enfants à l'école même ultérieurement, à savoir le niveau secondaire (généralement 6 à 10, même si Haïti considère les premières années comme l'enseignement primaire). Les transferts conditionnels en espèces (TCE) ont été efficace dans de nombreux pays en développement en Amérique latine et ailleurs (comme le Bangladesh). Un programme bien ciblé basé sur le revenu des ménages ou de la consommation, éventuellement au moyen d'un intermédiaire signifie des tests ou un classement de la richesse.

## Tableau coût avantage

Les RAC pour les trois interventions proposées sont résumés ci-dessous. Nous avons généralement des preuves solides pour l'efficacité de l'EP et des TCE pour produire une réussite scolaire dans des contextes très différents et Haïti peut également bénéficier de telles interventions. Instruire les enfants à un niveau approprié peut avoir besoin d'une contextualisation et dépendra de la disponibilité d'enseignants de qualité.

### Tableau récapitulatif

| Intervention   | Avantage | Coût <sup>a</sup> | RAC  | Qualité des éléments de preuve        |
|--|----------|-------------------|------|---------------------------------------|
| Interventions sur les deux années de la petite enfance en phase pré-primaire | 114,53   | 6,93              | 16,5 | Solide                                |
| Instruire les enfants à un niveau approprié                                  | 235,30   | 26,75             | 8,8  | Solide, mais doit être contextualisée |
| TCE pour les enfants du niveau secondaire                                    | 87,52    | 16,41             | 5,3  | Solide                                |

Note : Tous les chiffres supposent un taux d'actualisation de 5 % et sont présentés en milliards, HTG.

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION.....</b>   | <b>1</b>  |
| <b>HISTORIQUE ET CONTEXTE .....</b>  | <b>1</b>  |
| <b>L'ÉDUCATION EST UN PROCESSUS DYNAMIQUE DE FORMATION DE COMPÉTENCES .....</b>              | <b>3</b>  |
| <b>INTERVENTIONS PROPOSÉES.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>MÉTHODE GÉNÉRALE POUR MESURER LE RATIO AVANTAGE-COÛT .....</b>                            | <b>5</b>  |
| <b>INTERVENTION EN MATIÈRE D'EP.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>INTERVENTION AMÉLIORATION DE L'APPRENTISSAGE: LA LECTURE AU NIVEAU APPROPRIÉ.....</b>     | <b>9</b>  |
| <b>AUGMENTATION DE LA FRÉQUENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : À L'AIDE DES TCE.....</b> | <b>12</b> |
| <b>DISCUSSION GÉNÉRALE .....</b>   | <b>16</b> |
| <b>TRAVAUX CITÉS.....</b>  | <b>18</b> |

## Introduction

Le capital humain joue probablement le rôle le plus important dans la détermination de la croissance et du développement économique à long terme ainsi que dans le bien-être des hommes (Barro et Lee 2013). Au cours des 60 dernières années, les compétences et le capital humain ont trouvé une base théorique très bien articulée dans de nombreuses branches des sciences sociales et en particulier en économie, telles que l'économie du travail et la croissance économique (Lucas 1988, Becker 1994). L'investissement dans l'éducation peut aussi avoir des effets externes positifs significatifs (apprentissage entre pairs et transfert intergénérationnel de compétences) et donc des décisions en éducation basées sur l'intérêt privé peuvent conduire à un sous-investissement dans le capital humain d'un point de vue social. Il y a aussi des répercussions manquantes sur le marché, les enfants ne pouvant pas écrire un « contrat » avec les parents afin d'investir dans leur scolarité et des coûts d'opportunités plus élevés peuvent conduire les ménages à retirer les enfants des écoles (Pitt, Rosenzweig et Hassan 2012).

Investir dans le capital humain et la formation professionnelle a des implications politiques importantes, en assurant la croissance et le développement pour des pays comme Haïti qui aspirent à davantage de bien-être humain durable et à atteindre un stade pour assurer la satisfaction des besoins de base afin que tous leurs citoyens poursuivent une vie digne. L'investissement dans le capital humain par le biais de l'éducation est certainement un instrument essentiel pour atteindre cet objectif et dans ce court article, nous nous concentrerons sur certaines interventions en éducation qui pourraient contribuer au développement économique dans le contexte d'Haïti.

## Historique et contexte

Haïti a le plus faible revenu par habitant parmi les pays de l'hémisphère occidental et à ce titre représente une aberration dans la région. Le faible revenu a également été accompagné par des catastrophes naturelles (comme les séismes et les cyclones), ce qui a définitivement fait obstacle à un développement économique et institutionnel du pays (Scot et Rodella 2016). Le manque de développement institutionnel a possiblement inhibé encore plus l'établissement d'une résilience contre les catastrophes naturelles, créant un piège à faible revenu/développement.<sup>1</sup> On devrait également noter que le taux de pauvreté des effectifs s'élevait à 58 pour cent en 2012, selon les derniers chiffres disponibles de la Banque mondiale

---

<sup>1</sup> Haïti a connu une histoire très mouvementée depuis dix ans et plus avec une crise politique récemment en 2004 et un tremblement de terre dévastateur en 2010 (voir Scot et Rodella 2016)

avec un déclin impressionnant récemment avec la contribution d'une participation plus élevée au marché du travail (Scot et Rodella 2016).

Haïti s'est engagé pour une éducation universelle et pour l'égalité des chances pour les enfants de toutes les couches économiques et de tous les emplacements géographiques selon une loi promulguée en 1982. Il a reconnu l'importance de l'éducation préscolaire (EP), la préscolarisation faisant officiellement partie du système éducatif. L'enseignement primaire obligatoire est de neuf ans avec deux cycles. Le second cycle (qui couvre les élèves entre les 12 à 14 ans) est également considéré comme secondaire inférieur par certaines écoles. La scolarité secondaire se termine à l'âge de 19 ans. Sur le plan institutionnel, il y a une dominance des écoles privées en terme de qualité de l'éducation, cependant, les ménages sont supposés supporter le coût total de l'éducation. Des donateurs et des organisations religieuses ont pris le relais et beaucoup d'écoles sont fondées et maintenues grâce aux initiatives des donateurs. La qualité des enseignants est également un enjeu majeur et les instructeurs n'ont souvent pas les qualifications d'un enseignement de base.<sup>2</sup>

Le secteur de l'éducation en Haïti a des problèmes couramment observés dans d'autres pays en développement. Haïti a un taux d'alphabétisation d'environ 64 pour cent pour les hommes et 57 % pour les femmes.<sup>3</sup> La scolarisation au primaire s'est considérablement améliorée ces dernières années mais le décrochage et la non-poursuite des études est un enjeu important pour le secteur de l'éducation en Haïti. Environ 50 pour cent des élèves finissent l'école primaire et un pourcentage beaucoup plus faible continue au niveau secondaire. C'est en partie parce que la qualité de l'éducation a été sujette à caution et le système éducatif a eu du mal à mobiliser des enseignants de qualité impliquant les étudiants (Lunde [2008], p. 6). Les écoles privées ont également dominé le système éducatif haïtien nécessitant que les parents et les ménages paient pour leurs services. Cela a conduit à la fois à la non-participation et à plus d'abandons pour les enfants qui fréquentent l'école. On peut également observer la grande disparité dans la fréquentation scolaire entre les zones rurales et les centres urbains avec une participation généralement plus faible dans les dernières régions.

En fin de compte, la scolarisation peut être considérée comme une décision d'investissement en capital humain d'un point de vue parental. Donc, la décision d'un investissement optimal dépendra certainement

---

<sup>2</sup> Voir Haiti Education Fact Sheet (2016) à <https://www.usaid.gov/haiti/education> (consulté le 19 février 2017).

<sup>3</sup> Il est très difficile de trouver des données fiables pour Haïti provenant d'enquêtes qui sont représentatives au niveau national. Les chiffres de taux de littéracie proviennent d'un rapport de l'USAID cité à <https://haitipartners.org/about-us/haiti-statistics/> (consulté le 19 février 2017).

de retombées attendues pour l'éducation (Becker, 1994). Ainsi, les interventions ou les programmes visant à augmenter l'intégration de la scolarité exigeront qu'on aborde soit le côté de l'offre ou le côté de la demande (ou les deux) de l'équation d'investissement dans l'éducation. Les trois interventions examinées dans le présent document viseront à les aborder.

## L'éducation est un processus dynamique de formation de compétences

L'éducation est un processus dynamique en ce sens que le processus de formation des compétences (où « compétence » est utilisé dans le sens large du terme) se déroule sur une longue période de temps et peut commencer avant même la naissance. L'environnement in utero peut avoir des effets durables sur la vie d'un enfant, toutefois, nous nous concentrons ici surtout sur des interventions éducatives plus formalisées.

L'un des grands principes d'une éducation efficace consiste à reconnaître la complémentarité intertemporelle au cours de la vie d'une personne. Autrement dit, cette complémentarité signifie qu'investir plus tôt dans le capital humain dans la vie d'une personne abaissera le coût de l'investissement plus tard dans la vie et cela permettra également d'augmenter le retour sur investissement plus tard dans la vie (Heckman, 2008). Par exemple, une intervention de développement préscolaire bien conçue préparera mieux les enfants à intégrer la scolarisation plus tard (donc le coût pour atteindre le même niveau de compétence sera plus faible) et permettra aussi de récolter l'avantage d'un même niveau de scolarité à des stades ultérieurs de leur vie. Fondamentalement, cela suggère que le taux des retombées aura un gradient diminuant pendant la progression de la vie d'une personne. Cette relation a été bien exprimée par « l'équation de Heckman » (voir Cunha, et al. 2006 ; Heckman, 2008).

Il s'agit d'un principe important, que je vais utiliser dans cet article pour évaluer trois interventions éducatives différentes et pour estimer les ratios avantage-coût contextualisés pour Haïti en utilisant les informations disponibles. Comme évoqué plus tôt, l'éducation comme investissement en capital humain est essentielle pour un objectif à long terme de croissance économique et de développement social soutenu pour n'importe quel pays. Haïti présente quelques signes qui révèlent un sous-investissement dans l'éducation que l'on trouve communément dans d'autres pays en développement. La réussite des études est généralement faible et le secteur privé joue un rôle plus prépondérant en matière d'accès à l'éducation et les ménages doivent souvent payer le coût total de la scolarité. Alors que la qualité des

écoles privées peut être acceptable (avec un absentéisme des enseignants faible, par exemple), cela crée un obstacle pour l'accès du côté de la demande et génère une fréquentation et une réussite scolaire inégales en Haïti.

En outre, il faut également des facteurs de production de qualité pour l'éducation. Le principal facteur de production pour l'éducation ce sont des enseignants qualifiés, qui sont en quantité limitée en Haïti. Certains estiment à environ 80 pour cent les diplômés d'Haïti qui quittent le pays pour trouver du travail ailleurs (Beine, Docquier et Rapoport 2008). Cela fait baisser davantage la demande pour l'éducation et contribue à de faibles résultats scolaires. Une solution globale pour le système éducatif d'Haïti nécessitera d'inclure certains de ces problèmes et dans cet article, nous abordons trois de ces problèmes.

## Interventions proposées

Nous évaluons et faisons le bilan de trois interventions en matière d'éducation basées sur la littérature récente fondée sur des preuves rigoureuses que nous avons sur la possible efficacité de ces programmes. Ceci nous limite aux interventions pour lesquelles nous avons des preuves crédibles quant aux impacts de la formation d'apprentissage et de compétences sur les résultats du marché du travail. Pour une intervention (éducation préscolaire), nous avons des suivis à long terme et des estimations des effets sur les revenus des enfants qui ont bénéficié de l'intervention (García, Heckman et Prados 2016). Elle a aussi été essayé dans différents contextes au-delà des pays développés comme en Jamaïque (P. Gertler, J. Heckman, Al 2013) et a été évalué au Bangladesh (Hamadani, Al 2014). La politique d'éducation en Haïti a également reconnu et identifié la scolarisation préscolaire comme faisant partie du programme de l'éducation nationale.

Malheureusement pour les autres interventions (par exemple, l'amélioration des compétences par l'enseignement à un niveau approprié), il faut extrapoler à l'aide d'estimations quant aux impacts des apprentissages sur les revenus et relier les résultats de l'apprentissage avec les interventions proposées. Cela dit, les transferts conditionnels en espèces (TCE) pour stimuler l'éducation à différents niveaux de scolarité sont des programmes communs qui ont été expérimentés dans de nombreux contextes différents (Fiszbein et Schady 2009). Dans cet article, je vous propose des TCE au niveau secondaire, qui ont montré un potentiel afin d'encourager la réussite à l'école au niveau secondaire (Khandker, Pitt et Fuwa 2003). Cela peut même avoir davantage d'effet du côté de la demande sur un niveau inférieur d'enseignement au niveau primaire.

Un problème dont on a beaucoup parlé, spécialement pendant la période des OMD, a été la question de la qualité de l'éducation et des apprentissages contrairement à la fréquentation scolaire et aux résultats dans les tests de réussite. L'économie de l'éducation a mis l'accent davantage sur ces questions ces derniers temps. Donc j'ai choisi de proposer un suivi et un enseignement complémentaire issus des réussites antérieures des étudiants comme moyen de favoriser l'apprentissage et les compétences (Bayard, et collab 2007, Duflo, Dupas et Kremer 2011 ; voir également JPAL 2016). Pour cela, on tire profit des nombreuses heures de contact et également de la relative homogénéité d'une salle de classe qui peut aider les enseignants à adapter le matériel d'enseignement pour répondre aux besoins des étudiants.<sup>4</sup>

Pour résumer, nous nous fions à l'approche du cycle de vie pour la formation professionnelle et la complémentarité dynamique qui donne à penser que l'éducation préscolaire (EP) devrait être amplifiée et qu'elle a le potentiel pour des ratios coût-avantages élevés (Cunha, et al. 2006). Nous nous concentrerons aussi sur deux autres interventions qui abordent le maintien des étudiants au niveau secondaire avec les transferts conditionnels en espèces (TCE) et également une intervention qui traite explicitement des résultats d'apprentissage ou les compétences (Fiszbein et Schady 2009).

## Méthode générale pour mesurer le ratio avantage-coût

Nous nous appuyons essentiellement sur des œuvres publiées qui nous permettent de mettre l'accent sur les avantages de l'éducation en termes de résultats sur le marché du travail en termes de rémunérations et de frais de scolarité supplémentaires (le cas échéant) et sur les coûts des interventions directes. La formule générale pour le RAC est

$$\text{RAC}(k) = \frac{\sum_{t=0}^T (1+r)^{-t} \text{Avantage}(k)_t}{\sum_{t=0}^T (1+r)^{-t} \text{Coût}(k)_t}$$

où,  $r$  est un taux d'actualisation approprié choisi. Une actualisation plus élevée réduira les avantages, qui sont généralement plus grands dans le futur et augmentera l'importance des coûts qui sont généralement plus immédiats. Nous avons utilisé trois taux différents 3, 5 et 12 pour cent. Pour les interventions en matière d'éducation, nous mesurons tous les flux en fréquence annuelle et nous fixons  $T$

---

<sup>4</sup> Comme le lecteur critique anonyme de cet article le suggère, l'efficacité des interventions de compétences améliorées dépendra beaucoup des contextes et également de la disponibilité de facteurs complémentaires. Une condition préalable importante pour que l'intervention éducative soit efficace est d'avoir des enseignants de qualité, ce qui n'a pas été traité dans cet article. Ce point sera discuté dans le chapitre final.

à 55, qui est l'âge de la retraite actuel pour beaucoup d'emplois en Haïti, quand on commence à 16 ans, l'âge légal pour être employé. Tous les avantages et les coûts sont mesurés en dollars constants de 2017. Nous supposons également un taux de croissance du revenu par habitant de 2,7 % par an. A la fois les flux pour les numérateurs et les dénominateurs varieront selon les types d'interventions, générant différents RAC pour chaque intervention.

## Intervention en matière d'EP

Comme discuté préalablement, la complémentarité dynamique suggère que des interventions en matière d'éducation à un stade précoce dans la vie impliquent des retombées plus élevées à l'avenir. Aussi, n'importe quel investissement réalisé plus tôt aura également une plus longue période pour qu'une personne en tire parti. Des économistes du travail ont estimé les impacts des interventions EP dans différents contextes et ont trouvé des impacts à long terme de l'EP sur des rémunérations en augmentation, de meilleurs comportements concernant la santé et sur la réduction de la criminalité (Gautier, Thomas et Currie 2002, García, Heckman et Prados 2016). L'EP peut également protéger des effets nuisibles d'autres facteurs tels que les carences nutritionnelles qui peuvent réduire les facultés cognitives chez les enfants avec des effets durables tout au long de la vie d'une personne.

Ici, nous vous proposons une intervention simple où les enfants au niveau prématernelle reçoivent une EP pendant deux ans au sein d'un petit groupe de 25. L'intervention nécessitera deux facilitateurs formés à l'EP ainsi qu'un(e) assistant(e) dans des paramètres appropriés axés sur les enfants. Cela peut inclure une classe accueillante pour les enfants avec deux enseignants formés et éventuellement un(e) assistant(e). L'intervention implique que les enseignants utilisent des stimulants cognitifs impliquant des jouets et développent des compétences sociales via des jeux. Nous avons réalisé une conception et un calcul des coûts détaillés par le biais de multiples consultations avec des spécialistes de l'EP pour l'article sur les priorités du Bangladesh (Rabbani, 2016). Nous croyons que la conception de base est applicable plus généralement et que l'intensité va habituellement de pair avec, si ce n'est plus, les interventions EP sont généralement discutées et évaluées dans la littérature.

Tableau 1: Hypothèses faites pour évaluer l'EP

| Hypothèses  | Valeurs   | Sources  |
|---|-----------|--|
| Revenu moyen par travailleur 2017, HTG  | 66 679,79 | De « Selon les prévisions de croissance du PIB et de population » <sup>a</sup> |
| Taux de change USD/HTG  | 67,7      | De Google en date du 23/01/17  |
| Revenu moyen par travailleur 2017, USD  | 984,93    | Estimé au moyen des deux cellules ci-dessus                                    |
| Taux de croissance annuels réels  | 2,7 %     | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>  |
| Effet du traitement   | 35,0 %    | Etude jamaïcaine <sup>b</sup>  |
| Augmentation des revenus  | 344,59    | Multipliant l'effet et la moyenne des revenus                                  |
| Coût du développement du jeune enfant, BDT                                    | 12 450,00 | De l'étude réalisée au Bangladesh, modèle Standard <sup>c</sup>                |
| Taux de change BDT/USD  | 79.15     | De Google en date du 23/01/17  |
| Coût du développement du jeune enfant, USD                                    | 157,30    | Estimé au moyen des deux cellules ci-dessus                                    |
| Année(s) supplémentaire(s) de scolarité primaire, induite par le programme EP | 0,61      | Article sur la simulation en Jamaïque, p.22. <sup>d</sup>                      |
| Taux d'inflation  | 0,13      | Source : Prévisions de Trading Economics                                       |
| Coût d'une année supplémentaire de scolarité                                  | 179,78    | Niveau primaire, par élève et par an en 2003                                   |
| Population : 50 % des 4 et 5 ans  | 258 261   | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>  |

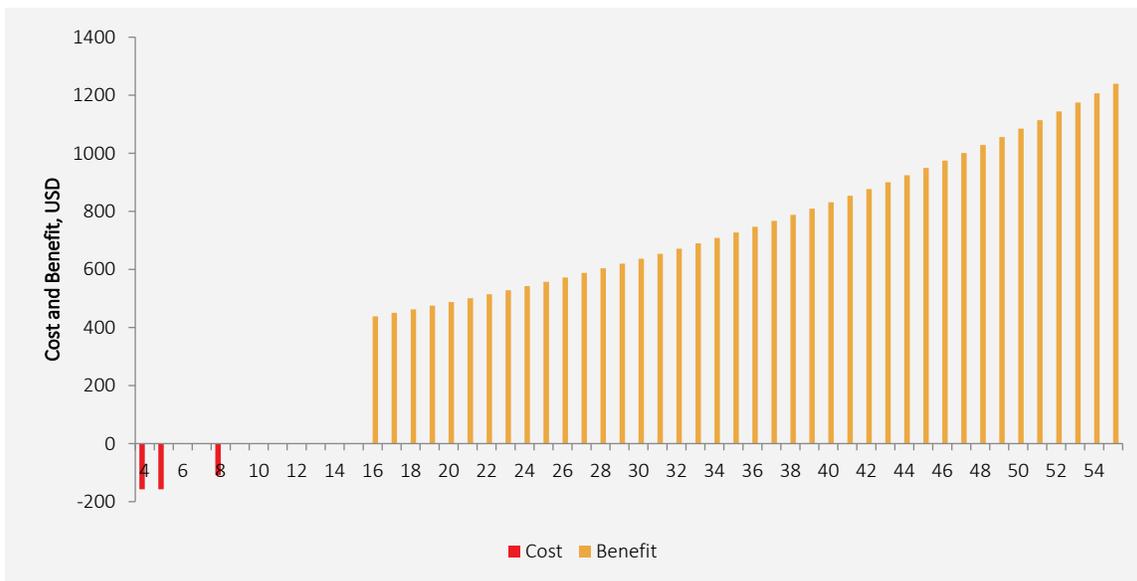
Remarques. <sup>a</sup> Informations fournies par le fichier du Copenhagen Consensus Center. <sup>b</sup> Gertler, et coll. (2014). <sup>c</sup> Rabbani (2016). <sup>d</sup> Gertler, Heckman, et coll. (2013).

Nous présentons les hypothèses nécessaires à l'analyse avantage-coût de l'EP dans le tableau 1. Le revenu nominal en Haïti en 2017 était d'environ 985 en dollars de 2017, qui devrait croître à un taux de 2,7 % à prix constant. L'EP peut avoir un impact de 35 pour cent sur la rémunération (Gertler, Heckman, Al 2014). C'est un effet total qui peut également inclure l'impact des interventions pour réduire l'incarcération, ce qui peut avoir des effets supplémentaires sur les revenus du travail (voir Blondeau, Al 2016)).

L'intervention s'adresse aux enfants de 4 et 5 ans en Haïti (les deux années de prématernelle). La démographie actuelle d'Haïti compte environ 516 000 enfants âgés de 4 à 5 ans. Nous supposons que le programme touchera facilement la moitié de cette population soit environ 258 milliers d'enfants par an. Avec un coût unitaire de 79 dollars par élève par an et aussi des frais de scolarité supplémentaires causés par une productivité accrue dans la vie ultérieure de 0,61 année nous avons un coût par année de 7,1 milliards HTG par an à un faible taux d'actualisation de 3 % et de 6,9 milliards HTG à un taux

d'actualisation modéré de 5 % (les coûts des interventions sont principalement immédiats d'où une actualisation plus élevée qui a des effets limités sur la présente valeur actualisée des coûts, voir figure 1).

Figure 1: Flux des coûts et avantages pour l'Education Préscolaire (EP)



D'autre part nous avons augmenté les revenus dus à l'EP d'environ 35 %. Nous supposons qu'une personne commence à récolter les avantages du marché du travail lorsqu'il ou elle commence à travailler à l'âge de 16 ans jusqu'à la retraite à l'âge de 55 ans, ce qui est une hypothèse prudente. La valeur actualisée totale de l'avantage par rapport à la durée de vie d'une cohorte de travailleurs sera d'environ 203,3 milliards HTG suggérant un RAC de 28,6 à un taux d'actualisation de 3 %. Au taux d'actualisation de cinq pour cent, la présente valeur actualisée des avantages futurs est de 229,1 milliards HTG pour le même groupe cible d'enfants. Ceci suggère un RAC de 16,5. De même, nous avons un RAC de 3,6 pour un taux d'actualisation de 12 pour cent.

Cela montre un RAC suffisamment élevé, ce qui est une justification éventuelle pour que le gouvernement et les donateurs investissent dans l'EP dans le contexte d'Haïti. Comme le suggère la littérature, l'EP peut potentiellement atténuer certains des effets néfastes causés par un sous-investissement dans d'autres dimensions telles que la nutrition (voir Gertler, Heckman, Al 2014 ; Hamadani, Al 2014). Les résultats sont également en ligne avec nos estimations préalables de RAC du Bangladesh et même de pays développés tels les États-Unis, qui ont déjà suffisamment investi dans le capital humain (Cunha, et al. 2006).

## Intervention amélioration de l'apprentissage: la lecture au niveau approprié

Dans l'ère post-OMD, on porte une attention particulière à la qualité de l'éducation et comment l'assurer.<sup>5</sup> Au cours des dernières deux décennies, les efforts conjugués des gouvernements, des secteurs privés ou des ONG et des donateurs ont porté principalement sur la fréquentation scolaire. Cela a contribué à amener les enfants à l'école et à faire progresser les inscriptions. Cependant, terminer ses études reste un problème pour beaucoup d'enfants qui abandonnent l'école avant d'avoir terminé le niveau obligatoire de scolarité. Haïti n'y fait pas exception. Dans ce chapitre, nous reconnaissons que l'éducation a un coût d'opportunité élevé et à moins qu'il y ait une utilisation pour l'investissement (c'est à dire les retombées), il manquera des incitations pour que les ménages investissent sur les enfants.<sup>6</sup>

La littérature récente sur l'économie de l'éducation a identifié de nombreuses innovations pédagogiques potentielles qui peuvent aborder les résultats et les compétences des élèves en matière d'apprentissage. Ce type d'intervention peut aider les élèves à augmenter leurs notes d'examens et signaler les capacités correspondantes à la demande dans un marché du travail en constante évolution. Le regroupement des élèves par groupes selon leur niveau d'apprentissage a montré un grand potentiel afin de remédier au manque de réussite en matière de compétences chez les élèves. On craint que ce regroupement puisse dissuader l'apprentissage par pair (Epple et Romano 2011). Cependant, la grande hétérogénéité peut rendre plus difficile et même inefficace la remédiation aux besoins spécifiques d'apprentissage des élèves pour les écoles et les enseignants.

Une façon de réduire l'hétérogénéité des élèves consiste à suivre les élèves selon leurs niveaux de réussite antérieure (telle que mesurée par, disons, des notes d'examens de langue ou de mathématiques), les regrouper selon leur performance antérieure et apporter un supplément à l'enseignement régulier avec des classes spéciales. En dehors de la justification théorique de l'intervention proposée de suivi de la réussite antérieure des étudiants et « de les instruire à un niveau approprié », nous avons aussi quelques évaluations rigoureuses venant du Kenya et d'Inde soutenant

---

<sup>5</sup> Pour une description de l'objectif, veuillez-vous référer à <http://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

<sup>6</sup> Il peut y avoir un aspect du marché qui manque, les opinions des parents sur les retombées à l'école pouvant être différentes de celles des enfants et il n'est pas possible pour les enfants d'écrire un contrat avec leurs parents afin de prendre les décisions d'investissement optimales du point de vue des enfants.

principalement l'efficacité potentielle de ces programmes (voir Banerjee, et collab 2007, Duflo, Dupas et Kremer 2011).

Nous utilisons des informations à partir d'analyses de rentabilité antérieures et effectuons le ratio coût-avantage pour le suivi des élèves et l'enseignement supplémentaire à leurs niveaux (voir JPAL 2016). Nous avons encore à relier les effets sur les notes des examens des élèves, une mesure de la réussite des élèves, aux résultats du marché du travail pour estimer les avantages des interventions. Les hypothèses sont présentées dans le tableau 2.

**Tableau 2: Hypothèses pour évaluer les avantages et les coûts pour le suivi de l'élève**

| Hypothèses  | Valeurs   | Source  |
|---|-----------|---|
| Revenu mensuel pour l'enseignement primaire, 2012 HTG               | 5 636     | Source : DHS 2012   |
| Taux de chômage   | 23,8 %    | Source : Correspondance personnel du CCC                        |
| Revenu annuel ajusté de l'inflation et du taux de chômage, 2017 HTG | 72 747    | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                         |
| Taux de change USD/HTG  | 67,7      | De Google en date du 23/01/17                                   |
| Revenu moyen par travailleur, USD                                   | 1 075     | Estimé au moyen des deux cellules ci-dessus                     |
| Retombées de salaire pour un écart-type sur les notes en littératie | 8,8 %     | Source : Tableau 5, modèle 4 Hanushek et Zhang (2009) pp.128-9. |
| Effets moyens de pédagogie structurée [Ecart-type Littéracie/Art]   | 1,97      | Source : JPAL/IPA Education CE Analyses                         |
| Taux de croissance annuel brut                                      | 2,7 %     | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                         |
| Taux d'inflation  | 9,0 %     | Source : Prévisions de Trading Economics                        |
| Population, enfants des années 1-5                                  | 1 241 839 | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                         |
| Taux de scolarisation au primaire                                   | 70,0 %    | Voir Torchenaud (2016)  |
| Scolarisation totale au primaire                                    | 869 287   | Calculé   |

Notes. <sup>a</sup> Informations fournies par le fichier du Copenhagen Consensus Center.

Nous utilisons le revenu mensuel pour un haïtien avec un enseignement primaire de 2017 comme valeur de référence et nous utilisons le taux de croissance réel de 2,7 % comme précédemment. Nous partons du principe que le suivi et le tutorat supplémentaire auront lieu sur l'ensemble du niveau primaire (pour les enfants âgés entre 6 et 10 ans ou les années 1 à 5). Les analyses coût-efficacité suggèrent qu'un investissement de 100 USD par an peut permettre une augmentation de la réussite des examens de 1,97 écart-type (voir JPAL [2016], aussi le tableau 2). Le programme ciblera environ 1,24 millions d'enfants

d'un groupe d'âge approprié qui vont à l'école. Ainsi, nous nous concentrons sur les enfants qui sont actuellement inscrits à l'école. Cela revient à environ 870 000 enfants.

Pour les avantages, nous utilisons les estimations de Hanushek et Zhang (2009) pour lier des compétences en littératie avec les retombées du marché du travail d'environ 8,8 pour cent pour une augmentation d'un écart-type de la note en littératie, ce qui suggère un gain composé d'environ 170 USD sur la durée de vie d'une personne. Nous présentons les coûts et les avantages graphiquement à la figure 2. Nous actualisons ces flux de manière appropriée

Figure 2 : Flux des coûts et avantages pour le suivi de l'étudiant



Nous devrions encore noter que les coûts sont immédiats et les avantages s'additionnent dans le futur. A un taux d'actualisation de 3 % le coût total à la valeur actuelle se monte à environ 28 milliards HTG. Avec un avantage estimé d'environ 402 milliards HTG, nous obtenons un RAC d'environ 14,5 pour l'enseignement complémentaire grâce au suivi des niveaux de réussite antérieure des étudiants. Avec une actualisation de 5 et 12 pour cent, nous obtenons un RAC d'environ 8,8 et 2,3. En se concentrant sur une actualisation modérée, alors nous obtenons des retombées raisonnables de 8,8 HTG pour chaque HTG investi en investissant dans les résultats d'apprentissages des enfants en leur enseignant à un niveau approprié, ce qui suggère que l'enseignement supplémentaire avec des classes plus homogènes peut avoir d'importantes retours sur investissement.

## Augmentation de la fréquentation de l'enseignement secondaire : à l'aide des TCE

Dans un monde en constante évolution où les technologies et les pratiques de gestion plus sophistiquées deviennent importantes pour être un membre productif de la population active, il est important de poursuivre les investissements en capital humain. Malgré des ressources limitées, un plan d'investissement se concentrant uniquement sur la fréquentation dans le primaire pourrait ne pas suffire pour un développement économique à long terme. Cependant, comme beaucoup de pays en développement, Haïti souffre également d'un faible taux de scolarisation et d'un taux de décrochage élevé pour les niveaux de scolarité ultérieurs.

Les transferts conditionnels en espèces ont été fréquemment utilisés dans différents contextes pour accroître la scolarisation et le maintien à l'école (Fiszbein et Schady 2009). Dans ce chapitre, nous proposons et explorons l'utilisation des TCE afin de réduire le décrochage au niveau secondaire en Haïti. Nous évaluerons les plus faibles taux de décrochage dans un cadre dynamique avec des transferts de fonds conditionnels continus au fil des âges des élèves entre 11 et 15 ans (disons, années 6 à 10).

Tableau 3 : Prise en charge pour le calcul de RAC pour des TCE au niveau secondaire

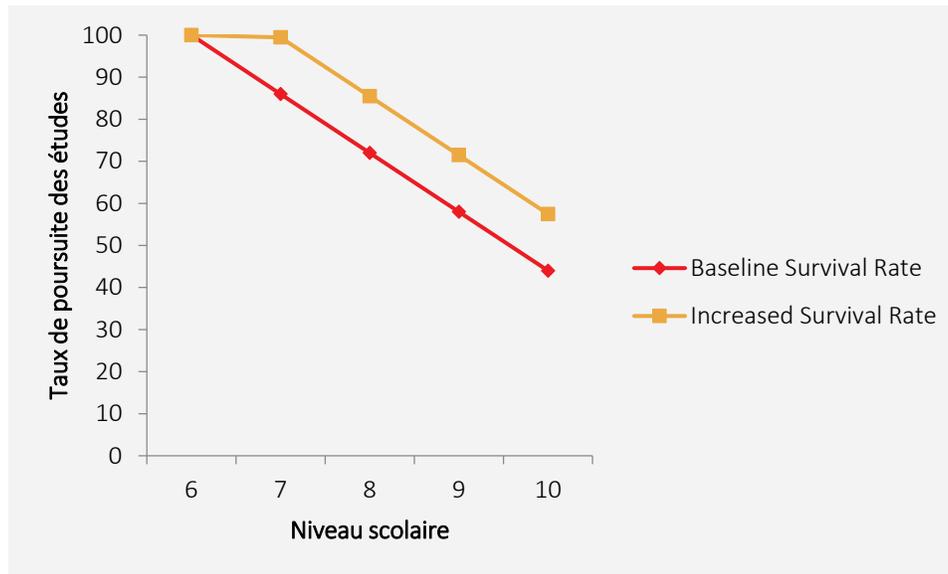
| Hypothèses   | Valeurs      | Source   |
|--|--------------|--|
| Revenu mensuel pour l'enseignement secondaire inférieur, 2012 USD      | 6 571,00     | Source : DHS 2012  |
| Taux de chômage  | 23,8 %       | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                        |
| Revenu annuel ajusté pour l'inflation et les taux de chômage, 2017 HTG | 72 746,68    | De « Projections » Cellule - E5                                |
| Taux de change HTG/USD   | 67,7         | De Google en date du 23/01/17                                  |
| Revenu moyen par travailleur, USD                                      | 1 074,54     | Estimé au moyen des deux cellules ci-dessus                    |
| Taux de croissance annuel brut   | 2,7 %        | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                        |
| Consommation moyenne par travailleur, USD                              | 859,64       | En supposant que 80 % du revenu est utilisé                    |
| Moyenne des TCE en % de la consommation                                | 14,1 %       | Source : Fiszbein, Schady et Ferreira, 2009                    |
| Moyenne du niveau des TCE, USD   | 121,21       | Calculé au moyen des deux cellules ci-dessus                   |
| Études supplémentaires   | 1,01         | Calculé à l'aide du plus faible taux de risque (voir figure 3) |
| Retour à l'école   | 8,8 %        | Harmon et al., 2003  |
| Population, niveaux scolaires 6 à 10                                   | 1 189 347,79 | Hypothèse d'Haïti Priorise <sup>a</sup>                        |
| Les deux quintiles les plus faibles                                    | 475 739,12   | Inférieur à 40 % de la répartition des revenus                 |

Remarques. <sup>a</sup> Informations fournies par le fichier du Copenhagen Consensus Center.

Comme indiqué dans Fiszbein et Schady (2009), nous pouvons calibrer les TCE requis pour le contexte d'Haïti. Nous constatons qu'en moyenne les TCE sous forme de pourcentage de la consommation par habitant sont d'environ 14 pour cent dans les différentes études (voir tableau 3). Alors que les données sur la consommation globale ne sont pas disponibles, nous supposons qu'environ 80 pour cent du revenu est utilisé et pour un revenu moyen de 987 USD de 2017, nous trouvons que les TCE requis sont de 111 USD. Nous utilisons cette valeur comme notre montant de TCE de référence.

Parmi les enfants qui commencent la sixième année (ou le niveau d'éducation « secondaire »), seulement 30 pour cent des étudiants, au final, terminent ce niveau. Pour aller plus loin, nous prenons encore un effet moyen de 13,5 pour cent pour les TCE sur la fréquentation scolaire et la scolarisation basées sur six pays en développement, dont trois se trouvent dans la région d'Amérique latine (Mexique, Equateur et Chili). Nous montrons les effets dynamiques potentiels des TCE à la figure 3.

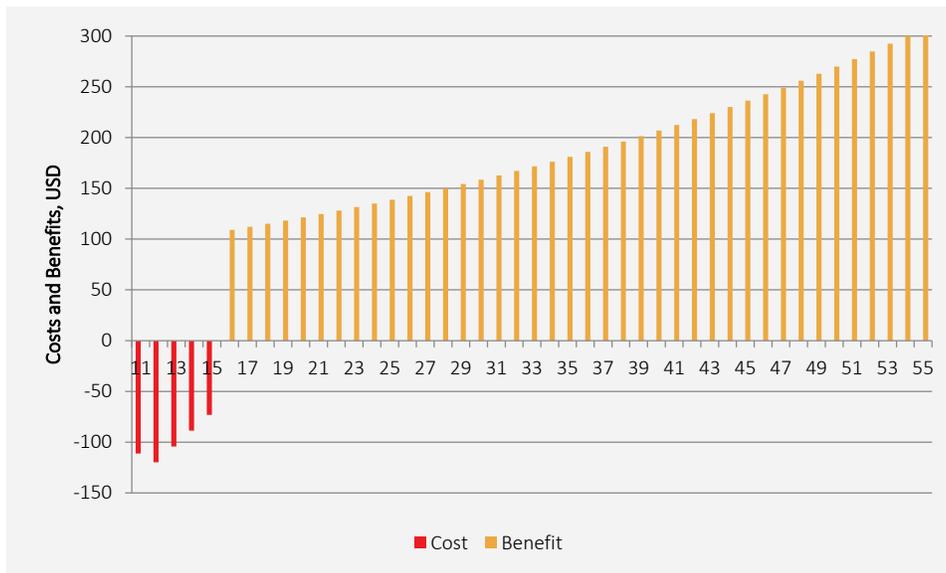
Figure 3 : Simulation des effets des TCE au niveau secondaire



Remarque. La ligne continue montre un taux de poursuite des études de référence pour chaque niveau scolaire successif. Ceci est calibré pour s'adapter au taux de décrochage et à la scolarisation en Haïti. La ligne pointillée indique le taux de décrochage contrefactuel en raison de la réception des TCE.

Nous simulons l'augmentation du maintien pour les TCE. Nous montrons un taux de poursuite des études de référence pour représenter le taux actuel de progression pour les étudiants pour chaque niveau scolaire successif. Pour les taux supérieurs de poursuite des études avec les TCE nous estimons la probabilité supplémentaire pour chaque niveau scolaire et nous l'ajoutons pour un étudiant représentatif afin de mesurer le niveau d'études supplémentaire qui est d'environ un an dans ce cas. A la fois les coûts directs des TCE et les coûts d'un niveau de scolarité supplémentaire sont pondérés par la probabilité supplémentaire et actualisé à des valeurs différentes afin d'estimer le coût total du programme. Il est à noter que nous commençons avec tous les élèves du groupe cible (disons, les 2 plus faibles quintiles dans la distribution des revenus et/ou de la consommation). Nous continuons les TCE pour les cinq prochains niveaux scolaires avec les élèves qui continuent à rester à l'école chaque année suivante (voir figure 3).

Figure 4 : Flux des coûts et avantages des TCE pour l'enseignement secondaire



Remarque : Les coûts comprennent aussi bien les TCE que les frais de scolarité supplémentaires. Les avantages salariaux commencent à s'accumuler à 16 ans et s'arrêtent à 55 ans.

Comme dans les deux précédents cas, nous montrons les coûts et les avantages au cours du cycle de vie pour un élève moyen. Les dépenses sont engagées les cinq premières années d'intervention, lors que le transfert est considéré comme un bénéfice de même ampleur sur la même période, et des avantages supplémentaires commencent à s'accumuler de 16 jusqu'à 55 ans. On notera que les TCE ciblent presque toujours une population présentant certaines caractéristiques. La littérature suggère que le ciblage repose généralement sur l'état de la pauvreté ou l'emplacement (par exemple les régions urbaines opposées aux régions rurales). Compte tenu que le taux de pauvreté en Haïti est d'environ 40 pour cent, nous proposons d'utiliser les TCE pour cibler les ménages pauvres en Haïti ou les plus faibles 40 pour cent des ménages selon le niveau consommation et/ou de revenu du ménage dans le groupe d'âge approprié (11 à 15 ans).<sup>7</sup> Ceci suggère une population d'environ 476 000 élèves en Haïti. Donc, en incluant les coûts directs et indirects, à un taux d'actualisation de 3 %, nous estimons le coût total des TCE à 17 milliards HTG. Au même taux d'actualisation de 3 %, les avantages additionnels suggèrent 129 milliards HTG avec un RAC de 7,6, le plus faible des trois interventions en matière d'éducation que nous avons évalué dans

<sup>7</sup> Évidemment, toute intervention à court de caractère universel va probablement entraîner certaines erreurs de ciblage et des activités de maximisation de la rente. Les personnes en charge du ciblage peuvent prendre avantage de l'économie politique (disons, l'achat de voix). Toutefois, nous ignorons ces considérations politiques pour le moment.

cet article. De même, à des taux d'actualisation de cinq et douze pour cent nous trouvons un RAC pour les TCE pour l'enseignement secondaire en Haïti de respectivement 5,3 et 2,4.

## Discussion générale

De nouveaux problèmes émergent à l'échelle mondiale avec des niveaux d'incertitude plus élevés. La mondialisation comme elle a été expérimentée pourrait faire face à une régression et faire correspondre les travailleurs avec le type de travail approprié soulèvera certainement plus de défis encore. Haïti possède actuellement le niveau de revenu le plus faible et le niveau de pauvreté le plus élevé de tous les pays voisins dans l'hémisphère occidental. Investir dans l'éducation est essentiel pour n'importe quel pays afin d'avoir le meilleur potentiel pour s'intégrer à la fois aux marchés de travail locaux et internationaux et il est absolument nécessaire pour les parties prenantes en Haïti de mettre l'accent sur la création d'une infrastructure éducative, ce qui nécessite la construction d'écoles, la formation d'enseignants de qualité et de les gérer avec les bonnes incitations et encourager la demande avec des subventions pour l'école.

Tableau 4: Récapitulatif des RAC pour les interventions proposées en matière d'éducation

| Intervention   | Actualisation | Avantage <sup>a</sup> | Coût <sup>a</sup> | RAC  | Qualité des éléments de preuve       |
|--|---------------|-----------------------|-------------------|------|--------------------------------------|
| Interventions sur les deux années de la petite enfance en phase pré-primaire | 3 %           | 203,31                | 7,11              | 24,7 | Solide                               |
|  | 5 %           | 114,53                | 6,93              | 13,9 |                                      |
|  | 12 %          | 22,96                 | 6,41              | 2,6  |                                      |
| Instruire les enfants à un niveau approprié                                  | 3 %           | 401,93                | 27,76             | 14,5 | Solide, mais doit être contextualisé |
|  | 5 %           | 235,30                | 26,75             | 8,8  |                                      |
|  | 12 %          | 53,67                 | 23,76             | 2,3  |                                      |
| TCE pour les enfants du niveau secondaire                                    | 3 %           | 128,70                | 16,98             | 7,6  | Solide                               |
|  | 5 %           | 87,52                 | 16,41             | 5,3  |                                      |
|  | 12 %          | 35,59                 | 14,69             | 2,4  |                                      |

Remarque. <sup>a</sup> Les chiffres des coûts et avantages sont en milliards HTG (unités de la devise locale).

Dans cet article, nous avons évalué trois interventions différentes en matière d'éducation abordant l'investissement en capital humain à différents moments de la vie d'une personne. Nous nous sommes concentrés sur l'EP qui a le potentiel d'avoir un taux de retombées très élevé et qui a démontré de grands impacts sur les revenus de la vie futures et dans d'autres dimensions telles que la réduction des activités extra légales et l'amélioration des résultats pour la santé. Cela a été essayé en Jamaïque et peut

éventuellement être relié au contexte haïtien. On notera que l'EP a été utilisé pour atténuer certains des effets néfastes des carences nutritionnelles. Une intervention en matière de nutrition peut avoir le potentiel d'améliorer les résultats cognitifs et aussi les résultats d'apprentissage des élèves, toutefois, dans cet article, je me suis surtout concentré sur les interventions en matière d'éducation.

De plus, nous nous sommes concentrés sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement par un tutorat supplémentaire basé sur les compétences préalables des élèves du niveau primaire et aussi par des subventions en espèces pour encourager les élèves à assister au cours et à rester dans les écoles au niveau secondaire. Le suivi des élèves a montré quelques promesses afin d'améliorer l'apprentissage et les compétences des élèves et a été essayé dans quelques contextes différents. Cependant, c'est l'un des nombreux outils qui ont été proposés. Les praticiens et les économistes de l'éducation ont appris beaucoup sur les différentes innovations pédagogiques avec des coûts-efficacité similaires (voir JPAL 2016). Un facteur important que nous avons laissé de côté dans l'article est la disponibilité d'enseignants de qualité. Les diplômés d'Haïti ont tendance à émigrer du pays emportant leur formation avec eux. Cela pourrait empêcher ou atténuer certains des effets de l'intervention proposée.

Nous résumons les résultats dans le tableau 4. Les résultats suivent, en quelque sorte, un gradient négatif au cours du cycle de la vie, une relation, qui rappelle celle de l'*équation d'Heckman* comme suggéré dans la littérature (Cunha, et al. 2006). Un investissement prudent et délibéré dans l'éducation sera indispensable pour concrétiser le potentiel des générations futures à Haïti avec des conséquences plus générales pour les pays avec un niveau de développement similaire à Haïti.

## Travaux cités

- Banerjee, Abhijit V, Shawn Cole, Esther Duflo, and Leigh Linden. "Remedying Education: Evidence from Two Randomized Experiments in India." *The Quarterly Journal of Economics* 122, no. 3 (2007): 1235-1264.
- Barro, Robert J, and Jong Wha Lee. "A new data set of educational attainment in the world, 1950–2010." *Journal of development economics* 104 (2013): 184-198.
- Becker, Gary S. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. The University of Chicago Press, 1994.
- Beine, Michel, Frederic Docquier, and Hillel Rapoport. "Brain drain and human capital formation in developing countries: winners and losers." *Economic Journal* 118, no. 528 (2008): 631-652.
- Bhuller, Manudeep, Gordon B Dahl, Katrine V Løken, and Magne Mogstad. "Incarceration, Recidivism and Employment." Working Paper, 2016.
- Cunha, Flavio, James J Heckman, Lance Lochner, and Dimitriy V Masterov. *Interpreting the evidence on life cycle skill formation*. Vol. 1, in *Handbook of the Economics of Education*, 697-812. 2006.
- Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. "Peer effects, teacher incentives, and the impact of tracking: Evidence from a randomized evaluation in Kenya." *American Economic Review* 101, no. 5 (2011): 1739–1774.
- Epple, Dennis, and Richard Romano. *Peer Effects in Education: A Survey of the Theory and Evidence*. Vol. 1B, in *Handbook of social Economics*, 1053–1163. Amsterdam: North-Holland, Elsevier, 2011.
- Fiszbein, Ariel, and Norbert R Schady. *Conditional cash transfers: reducing present and future poverty*. Washington, DC: The World Bank, 2009.
- Garces, Eliana, Duncan Thomas, and Janet Currie. "Longer-term effects of Head Start." *The American Economic Review* 92, no. 4 (2002): 999-1012.
- García, Jorge Luis, James J Heckman, and Duncan Ermini Leaf María José Prados. *The Life-cycle Benefits of an Influential Early Childhood Program*. Working Paper No. 22993, Cambridge, MA: NBER, 2016.
- Gertler, Paul, et al. "Labor market returns to an early childhood stimulation intervention in Jamaica." *Science* 344, no. 6187 (2014): 998-1001.
- Gertler, Paul, et al. "Labor Market Returns to Early Childhood Stimulation: A 20-year Followup to an Experimental Intervention in Jamaica." IRLE Working Paper No. 142-13, Berkeley, CA, 2013.
- Hamadani, Jena D, et al. "Cognitive deficit and poverty in the first 5 years of childhood in Bangladesh." *Pediatrics* 134, no. 4 (2014): e1001-e1008.
- Heath, Rachel, and A Mushfiq Mobarak. "Manufacturing growth and the lives of Bangladeshi women." *Journal of Development Economics* 115 (2015): 1-15.
- Heckman, James J. "Schools, skills, and synapses." *Economic inquiry* 46, no. 3 (2008): 289-324.
- JPAL. *Increasing Test Score Performance: What interventions are most effective at increasing student learning?* 2016. <https://goo.gl/r1h7cL> (accessed 1 29, 2016).
- Khandker, Shahidur, Mark Pitt, and Nobuhiko Fuwa. "Subsidy to promote girls' secondary education: the female stipend program in Bangladesh." 2003.

- Lucas, Robert E. "On the mechanics of economic development." *Journal of Monetary Economics* 22, no. 1 (1988): 3-42.
- Lunde, Henriette. *Youth and education in Haiti: Disincentives, vulnerabilities and constraints*. Fafo Institute of Applied International Studies, 2008.
- Pitt, Mark M, Mark R Rosenzweig, and Mohammad Nazmul Hassan. ""Human Capital Investment and the Gender Division of Labor in a Brawn-Based Economy." *American Economic Review* 102, no. 7 (2012): 3531-3560.
- Rabbani, Atonu. *On Recognizing Skill Formation as a More Effective Development Strategy*. Copenhagen Concensus Center, 2016.
- Scot, Thiago, and Aude-Sophie Rodella. *Sifting through the Data Labor Markets in Haiti through a Turbulent Decade (2001–2012)* . Washington, DC: The World Bank, 2016.

# Le sociocapitalisme scolaire à la rescousse de l'accès universel à l'éducation en Haïti

---

Haiti Priorise

Yvrose Guerrier

*Chef de Service, Le ministère de la planification et de la coopération externe*

L'accès universel à l'éducation représente un grand défi qu'Haïti doit relever. Il se réfère à la possibilité offerte à tous de jouir des opportunités égales en éducation au mépris de leur classe sociale, de leur genre, de leur appartenance ethnique et de leurs déficiences physiques et mentales. Dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), cette thématique est prise en compte à travers le programme visant l'accroissement de l'accès à l'éducation préscolaire, fondamentale et secondaire.

En Haïti, on a beau recenser un meilleur taux d'accès à l'éducation, on se situe toujours en deçà des standards mondiaux et on questionne toujours la qualité dans la transmission du savoir. En effet, le Taux Net de Scolarisation (TNS)<sup>i</sup> dans l'enseignement fondamental complet est passé de 66,9% en 2011 à 75.5% en 2014<sup>ii</sup>. Il y a donc, pour l'année 2014, environ trois enfants sur quatre de la tranche d'âge 6-14 ans qui sont scolarisés. La moyenne mondiale en termes de TNS se situe autour de 90%.

Si le TNS au niveau fondamental atteste qu'on se rapproche des standards mondiaux, au niveau secondaire, il porte à soulever la question de la rétention des élèves à l'école. En effet, le TNS au niveau secondaire pour cette même année (2014) est de 13 %<sup>iii</sup>. Donc, il y a une grande déperdition entre l'enseignement fondamental et le secondaire.

L'aspect de la rétention des élèves à l'école nous mène à nous interroger sur les mobiles qui poussent les élèves à poursuivre leurs études ou encore quelles stratégies mises en place par les établissements scolaires pour retenir les élèves à l'école ?

Pour répondre à ces questions, faisons un état de la situation de l'offre et de la demande scolaire en Haïti aux niveaux fondamental et secondaire. Les mesures pour aborder la question d'accès universel à l'éducation et de rétention scolaire prises par l'Etat haïtien, à travers le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), seront également présentées.

L'intérêt de l'article, en traitant l'aspect d'accès universel à l'éducation et de rétention scolaire, s'inscrit dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour l'éducation dont s'approprie Haïti, étant un pays membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'objectif des ODD en éducation est de « garantir une éducation de qualité sans exclusion et équitable et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». Cet objectif vise non seulement l'accès à l'éducation de qualité mais aussi la rétention scolaire. Il faut dire que ces deux termes sont intrinsèquement liés.

L'objectif visé dans cet article est de fournir une approche alternative à Haïti dans sa quête d'accès universel à l'éducation.

## L'offre scolaire en Haïti

### Concernant L'offre scolaire privée

L'offre scolaire en Haïti est fournie par le secteur privé et le secteur public. Elle est à forte prédominance privée (88% en 2010-2011) en ce sens que presque tous les établissements scolaires sont gérés par le secteur privé. Selon une étude de la banque mondiale, 95% des enfants en âge préscolaire, 82% des élèves enregistrés dans le secteur primaire et 75% des élèves du cycle du secondaire et du troisième cycle fréquentent le secteur privé de l'éducation en Haïti.

Les écoles privées pratiquent des coûts exorbitants. Selon un article intitulé « L'école en Haïti, des coûts vraiment exorbitants » du Nouvelliste publié le 16 septembre 2014, le coût moyen pour les frais et l'écologie en Haïti au niveau du secondaire est estimé à environ 60 000 gourdes par an pour une bonne école. Ce coût est estimé à partir des données recueillies dans les écoles congréganistes.

A propos, Duval (2005) qualifie les écoles congréganistes parmi d'autres de « grandes écoles » jouant le rôle d'éclaireur du système en prenant des initiatives innovantes en termes de programme pédagogique. De son côté, Fausner (2006) a qualifié les écoles congréganistes « d'écoles performantes » qui sont dotées d'excellentes installations et d'enseignants de qualité.

Ces coûts de scolarité élevés traduisent l'exclusion pour les enfants avec des moyens économiques limités. Ces derniers se retrouvent dans le secteur public.

### Concernant L'offre scolaire publique

L'offre scolaire publique se situant autour des 20%, se caractérise par l'absentéisme des professeurs, le manque de matériels et d'infrastructures scolaires et le manque de qualification des professeurs. L'accès aux écoles publiques pour les élèves à moyens économiques réduits est plus facile. Cependant, le secteur public ne parvient pas à absorber la demande d'éducation. Par ailleurs, combien de fois un parent qui, a mobilisé des frais de transport entre autres pour envoyer son enfant à l'école, a vu ce dernier revenir de l'école sans avoir suivi des cours à cause de l'absentéisme des professeurs ? Combien de fois un professeur qui, s'est juré de consacrer sa vie au service public en tant que fonctionnaire publique, s'est vu obligé pour survivre de tenir le même horaire pour un cours dans une école privée en attendant les arriérés de salaires ? Cela résume certains maux auxquels fait face l'offre scolaire publique.

### La demande scolaire en Haïti

La demande des ménages pour l'éducation ne fait pas défaut en Haïti. Les ménages haïtiens sont conscients des externalités positives de l'éducation. Haïti est l'un des pays de la région,

selon certains spécialistes, où les parents dépensent autant pour l'éducation de leurs enfants. Pour les ménages les plus pauvres, la cherté de l'école et la faiblesse de l'offre publique en infrastructures scolaires les forcent à garder leurs enfants à la maison même s'ils étaient déjà scolarisés. Ce qui explique les taux élevés de déperdition scolaire.

Le facteur financier joue un grand rôle dans la fréquentation scolaire en Haïti. D'après Emmus V (2012), le Taux Net de Fréquentation scolaire (TNF)<sup>iv</sup> au niveau primaire est de 66 % pour les 20 % des ménages les plus pauvres alors qu'il atteint les 92 % pour les ménages les plus riches.

## Les mesures du MENFP

### Concernant l'offre scolaire

Le Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire (PSUGO, 2011-2016) mis en œuvre par le MENFP ambitionne de scolariser sur cinq ans 1, 500,000 enfants<sup>v</sup> à travers une triple stratégie : la prise en charge par l'État des dépenses éducatives dans les écoles fondamentales publiques, la subvention aux écoles non-publiques, la création et la construction d'écoles publiques.

### Concernant la demande scolaire

L'appui à la demande est abordé via l'établissement d'un programme santé-nutrition sous forme de généralisation des cantines scolaires (déterminant majeur de rétention des enfants à l'école et agissant comme un filet de sécurité sociale).

### Le Socialisme scolaire

L'offre scolaire publique en Haïti, telle que décrite précédemment, se caractérise principalement par une facilité d'accès due au caractère public de l'école. La propriété des moyens de production de l'éducation de l'école est collective. L'accès est effectué indépendamment de la classe sociale, du genre, d'appartenance à un groupe quelconque. Une analyse de cette situation nous porte à avancer que l'école publique adopte une approche socialiste dans l'accès à l'éducation.

### Le Capitalisme scolaire

L'offre scolaire privée en Haïti, telle que décrite précédemment, se caractérise principalement par un ensemble de dotations physiques, matérielles, pédagogiques et technologiques financées certes par les parents d'élèves mais constituant un cadre attrayant qui puisse retenir les élèves à l'école. L'école privée à travers des compétitions interclasses, des gains dans les concours nationaux, ses résultats au baccalauréat, ses manifestations culturelles, des foires etc construisent tout un package de marketing pour attirer la clientèle, vendre le produit scolaire et

fidéliser la clientèle. Une analyse de cette situation nous porte à avancer que l'école privée adopte une approche capitaliste dans la rétention des élèves à l'école.

## Haiti, vers le Sociocapitalisme scolaire

Ici, le concept de « sociocapitalisme scolaire » calqué sur le concept de « capitalisme social<sup>vi</sup> » reflète l'idée d'une redistribution de l'offre scolaire nécessaire pour inciter la population à une consommation plus large de la scolarité et destiné à stabiliser le système éducatif.

Ce concept de « sociocapitalisme scolaire », de façon plus large, voit un système d'écoles dont l'accès est aisé en termes de coûts monétaires et le produit scolaire en termes de formation est d'excellente qualité. Un tel système doit rechercher une dimension managériale et organisationnelle efficace en termes de leadership, d'innovations et de vision pédagogique. Un tel système doit être bâti sur des constructions physiques adéquates.

L'idée centrale défendue dans cet article pourrait être formulée ainsi : « ***Soyons socialistes dans l'accès à l'éducation et capitalistes dans la rétention des élèves à l'école*** ». En d'autres termes, vulgariser l'accès en donnant de meilleures connaissances à moindre coût et développer des stratégies pour augmenter le sentiment d'appartenance de l'élève à son école c'est-à-dire le fidéliser. Combien d'écoles mettent des stratégies en place pour attirer l'élève mais ne consentent pas assez d'efforts pour retenir l'élève ? Avec le chaos provoqué par l'ère actuelle de la technologie, l'élève doit fournir un effort de concentration suffisant pour rester à l'école et donner de bons résultats. Avec la cherté du coût de la vie en Haïti, le parent de l'élève doit être suffisamment motivé pour renflouer le poste budgétaire de l'éducation de son enfant. Avec l'effritement du système de valeurs en Haïti antérieurement tourné autour de l'idée selon laquelle l'éducation est la clé de la réussite, l'école doit renouveler son approche et asseoir son hégémonie institutionnelle. Mais, il faut le concours de l'Etat haïtien. Sommes-nous encore en mesure d'établir des balises institutionnelles pour arrêter l'hémorragie des moins instruits aux grandes sphères de l'Etat? Oui ? Non ? En attendant, cela agit comme un puissant facteur démotivant à l'accès universel à l'éducation...

---

<sup>i</sup> Le Taux Net de Scolarisation (TNS) correspond au quotient de la population scolarisée et ayant l'âge officiel d'une scolarisation par rapport à la population scolarisable ayant l'âge officiel d'une scolarisation.

<sup>ii</sup> Résultat du Recensement Scolaire 2013-2014 (MENFP)

<sup>iii</sup> Résultat du Recensement Scolaire 2013-2014 (MENFP)

<sup>iv</sup> Le taux net de fréquentation scolaire (TNF) pour le niveau primaire est le pourcentage de la population d'âge de fréquentation du niveau primaire (6-11 ans) qui fréquente l'école primaire.

<sup>v</sup> D'après le Plan Opérationnel (PO) 2010-2015

<sup>vi</sup> Une organisation de l'économie, conçue dans le but d'établir un équilibre acceptable entre capitalisme (régime économique fondé sur l'appropriation privée des moyens de production) et socialisme (régime économique fondé sur la propriété collective des moyens de production).

# Analyse avantage-coût des interventions éducatives

---

Haiti Priorise

Melissa Adelman

*Economiste principale, Banque mondiale*

Dans le cadre du projet Haiti Priorise pour identifier et promouvoir des solutions efficaces aux problèmes de développement en Haïti, quatre articles analysent les coûts et les avantages de onze interventions éducatives qui ont reçu beaucoup d'attention (et qui, dans certains cas, semblent prometteuses) dans les pays en développement. Les onze interventions analysées varient considérablement : de l'élargissement de l'accès à une éducation de bonne qualité dès la petite enfance au fait de proposer des bourses d'études secondaires aux filles. Cependant, il apparaît que ces onze propositions ont des ratios avantage-coût supérieurs à 1,0 à des taux d'actualisation raisonnables et pourraient donc être considérées comme des interventions prometteuses à mettre en œuvre en Haïti. Comment interpréter ces résultats ?

Dans cet article, je présente d'abord un bref aperçu du contexte plus large du système éducatif haïtien dans lequel ces interventions seraient introduites, puis je synthétise les résultats des quatre articles et étudie la façon dont ces résultats peuvent être comparés aux investissements nationaux et internationaux réels dans l'éducation. Enfin, je soutiens que le fait de passer des promesses aux résultats dépend largement de la qualité de la mise en œuvre et que ces analyses avantages-coûts devraient être combinées avec des évaluations réalistes de la faisabilité de la mise en œuvre afin de hiérarchiser les investissements.

## Brève présentation du contexte éducatif en Haïti

Comme on le sait, Haïti fait face à de nombreux défis dans l'accès universel à une éducation de qualité à tous les niveaux. Alors qu'environ 90 % des enfants d'âge scolaire primaire étaient inscrits lors de la dernière enquête auprès des ménages en 2012, seulement 50 % environ des enfants terminent effectivement l'école primaire et un pourcentage encore beaucoup moins important termine l'éducation secondaire ou au-delà. En outre, depuis 2012, les défis économiques et plusieurs décisions politiques clés ont menacé les progrès réalisés au cours des années 2000, ce qui rend possible le fait que les taux d'inscription et de réussite aient effectivement diminué au cours des dernières années.

Au-delà des statistiques principales mentionnées ci-dessus, il existe des variations importantes en Haïti, car l'accès à l'éducation dépend beaucoup de la situation urbaine ou rurale, des ressources des ménages, du sexe, du handicap et d'autres facteurs. Par exemple, en ce qui concerne le sexe, alors que les filles quittent l'école plus rapidement que les garçons après l'âge de 14 ans, cette différence semble être principalement motivée par le fait que les filles progressent à l'école plus rapidement que les garçons, car de 15 à 19 ans davantage de femmes ont suivi une éducation secondaire que d'hommes (Cayemittes et al ; Banque mondiale, 2014 et 2016).

En termes de financement et de fonctionnement de l'éducation, le secteur public continue de jouer un rôle mineur à tous les niveaux. Les écoles publiques ne fournissent une éducation qu'à

environ 6 % des élèves de maternelle, 23 % des élèves de primaire et 26 % des élèves de secondaire, tandis que le reste fréquente une grande variété d'écoles religieuses, communautaires ou à but lucratif. En outre, les ressources publiques ne représentent qu'environ 30 % des dépenses totales consacrées à l'enseignement primaire, tandis que les ménages représentent environ 60 % et les donateurs internationaux le reste (Banque mondiale 2016). L'enseignement professionnel et technique est également largement financé et géré par le secteur privé. Cependant, le gouvernement joue un rôle important dans l'éducation universitaire.

## Onze interventions prometteuses, en contexte

Avec ceci comme toile de fond, nous étudions les onze interventions analysées dans les quatre articles de Damien Echevin, George Psacharopoulos, Antonu Rabbani et Melissa Torchenaud. Je laisse de côté une étude qui justifierait le pourquoi de ces interventions par rapport à d'autres, ainsi que sur le fait que le niveau de spécification varie considérablement, du très spécifique (par exemple « Introduire un cours d'éducation civique dans le cursus du deuxième cycle du secondaire ») au très général (par exemple « Fournir une éducation préscolaire de qualité »). Au lieu de cela, en prenant ces interventions comme décrites dans leurs articles respectifs, le tableau ci-dessous compare les ratios avantages-coûts estimés au niveau de 5 %.<sup>1</sup>

Sur la base de ces estimations, nous pourrions simplement conclure que les investissements dans l'éducation de la petite enfance et dans la qualité de l'enseignement primaire figurent parmi les plus prometteurs pour Haïti en termes d'avantages nets attendus. Malgré plusieurs lacunes de l'analyse avantage-coût dans chaque article, cette conclusion est finalement bien en phase avec différentes analyses plus larges, y compris la célèbre courbe d'investissement de Heckman et des travaux antérieurs réalisés pour le Consensus de Copenhague pour le programme de développement post-2015 (Glewwe et Kraft 2014).

Comment ces résultats peuvent-ils être comparés à la répartition réelle du financement de l'éducation ? Ce n'est pas une question facile compte tenu des limites des données existantes, mais une analyse du financement international de 2014 révèle qu'environ 80 % est axé sur l'enseignement primaire, le reste étant consacré à l'enseignement secondaire (y compris professionnel), maternel et tertiaire. La décomposition des dépenses publiques par niveaux est encore plus difficile et il nous est impossible d'approfondir davantage qu'en disant qu'au moins 30 % (et probablement beaucoup plus) du budget du ministère de l'Éducation est consacré à l'éducation primaire, alors qu'une très petite partie (probablement bien inférieure à 10 %) est

---

<sup>1</sup> Tous les articles appliquent un taux d'actualisation de 3 %, 5 % et 12 %, et les conclusions sont qualitativement similaires dans les trois cas.

consacrée à l'éducation maternelle (Banque mondiale 2016). Non seulement elles se basent sur des données incomplètes, mais ces estimations tentent également de rendre compte de niveaux en constante mutation : les niveaux de financement internationaux en particulier fluctuent considérablement au fil du temps, tout comme le font les ressources nationales, au gré des priorités des administrations successives. En dépit de ces mises en garde, nous pouvons estimer (ou deviner) que le niveau primaire reçoit la majorité du financement de l'éducation publique, mais que ce financement continue d'être en deçà des besoins réels, alors que l'éducation maternelle reçoit très peu d'argent public par rapport aux bénéfices potentiels.

Cependant, le passage de l'identification de domaines prioritaires à une proposition plausible de financement et de mise en œuvre d'interventions est exactement le moment où de nombreux travaux de développement s'arrêtent. Je donne deux exemples spécifiques basés sur les interventions analysées. Tout d'abord, on considère souvent que les investissements dans l'éducation de la petite enfance entraînent les types de bénéfices importants décrits par Rabbani uniquement si le service fourni est d'une qualité raisonnablement bonne. En Haïti, on part d'un système très variable mais dont l'offre est en moyenne de très faible qualité et presque pas de financement ou de contrôle public.<sup>2</sup> Alors que le coût d'exploitation annuel moyen par élève utilisé par Rabbani d'environ 160 dollars US est raisonnable par rapport aux coûts connus en Haïti, les coûts de démarrage (financiers et politiques) pour affirmer l'autorité publique dans le secteur, en développant la capacité de gestion pédagogique et bureaucratique, et en améliorant les lieux physiques pour les classes afin d'atteindre un niveau minimal de qualité sont susceptibles d'être très élevés. En outre, même avec des bénéfices attendus élevés, l'identification d'une source de financement public fiable et récurrente pour investir dans la petite enfance est une tâche difficile dans un contexte où l'enseignement primaire et secondaire est sous-financé.

Deuxièmement, la discussion autour des interventions visant à améliorer la qualité de l'enseignement primaire repose sur l'hypothèse que la majorité des enfants sont à l'école. Si cela était vrai en 2012, comme mentionné ci-dessus, le financement public pour l'enseignement primaire ayant diminué au cours des années qui ont suivi, il y a également un risque pour les taux de scolarisation. Par conséquent, l'ampleur du financement de l'enseignement primaire et les ressources utilisées par le gouvernement devraient constituer une priorité absolue sur les autres interventions. Au-delà de ce défi, en considérant les deux interventions de qualité qui ont les meilleurs ratios estimés ; l'enseignement de la langue maternelle et l'enseignement au bon niveau ; plusieurs facteurs suggèrent qu'une mise en œuvre efficace en Haïti serait plus coûteuse

---

<sup>2</sup> Il existe très peu de données fiables sur le secteur ECE en Haïti, mais les visites sur le terrain et les données anecdotiques indiquent que des salles de classe de plus de 40 enfants avec peu ou pas de matériel constituent une occurrence fréquente.

et généralement plus exigeante en ressources que ce qui était supposé. Tout d'abord, en ce qui concerne l'enseignement de la langue maternelle, le ministère de l'Éducation a déjà demandé aux écoles de commencer à enseigner aux élèves à lire et à écrire en créole haïtien plutôt qu'en français, mais des données anecdotiques suggèrent que la plupart des écoles ne s'y conforment pas. Il y a beaucoup de raisons à cela, y compris le fait que les parents préfèrent que leurs enfants apprennent le français et le manque d'autorité ministérielle sur un secteur largement privé (Adelman et al 2015). Ces raisons impliquent que les progrès (en cours) nécessitent l'établissement d'un consensus entre les acteurs, le développement de nouveaux matériaux en créole et une nouvelle formation des enseignants ; ce qui représente des efforts coûteux et longs qui ne sont pas pleinement pris en compte dans l'analyse. Au-delà d'Haïti, la plupart des preuves provenant d'évaluations rigoureuses des interventions sur la qualité de l'éducation dans les pays en développement (y compris sur l'enseignement au bon niveau) proviennent d'interventions mises en œuvre par des acteurs non gouvernementaux et les efforts visant à étendre ces interventions par le gouvernement se sont heurtés à une série de problèmes difficiles et parfois imprévisibles, ce qui entraîne des coûts, des efforts et des délais supplémentaires à surmonter (Bold et al 2013, Kerwin et Thornton 2015, Banerjee et al 2016).

En plus de ces exemples, la faisabilité de toute autre intervention analysée dans les quatre articles pourrait (et devrait) être soigneusement examinée à la lumière des problèmes connus dans ce contexte. En ce qui concerne les transferts conditionnels en espèces analysés par Rabbani et Torchenaud, un programme devrait tenir compte des coûts non seulement de la mise en place efficace des systèmes de base en partant de zéro, mais également de l'accord sur le ciblage, étant donné que les systèmes d'enregistrement d'identité ne fonctionnent pas et que 70 % de la population est pauvre ou vulnérable à la pauvreté (Banque mondiale). En ce qui concerne l'enseignement professionnel, comme l'a souligné à juste titre Psacharopoulos, les programmes existants en Haïti et dans de nombreux autres pays ont subi des coûts supplémentaires pour fournir une éducation corrective substantielle car les compétences de base et l'identification de la demande de main d'œuvre sont très faibles parce que les marchés sont largement informels et que pratiquement aucune information sur le marché du travail n'existe (Banque mondiale).

*Tableau 1 : Estimations des ratios avantages-coûts pour onze interventions éducatives*

| Niveau d'éducation ciblé                           | Intervention  | Auteur         | Ratio avantages-coûts à un taux d'actualisation de 5 % |
|--|---|----------------|--|
| <b>École Maternelle</b>                            | Intervention pour la petite enfance à la maternelle sur une durée de deux ans | Rabbani        | 13,9   |
| <b>Primaire</b>                                    | Enseigner au bon niveau   | Rabbani        | 8,8  |
|  | Enseignement dans la langue maternelle  | Echevin        | 8,4  |
|  | Former les enseignants  | Echevin        | 6,0  |
|  | Subventions scolaires privées   | Echevin        | 3,0  |
|  | Uniformes scolaires gratuits  | Echevin        | 2,9  |
| <b>Secondaire</b>                                  | CCT pour l'école secondaire   | Rabbani        | 5,0  |
|  | CCT pour les filles dans le secondaire  | Torchenaud     | 6,9  |
| <b>Premier cycle de l'enseignement secondaire</b>  | Ajout d'un cours d'éducation civique aux programmes du secondaire             | Psacharopoulos | 4,9  |
| <b>Deuxième cycle de l'enseignement secondaire</b> | Fournir un programme de formation professionnelle de 3 ans                    | Psacharopoulos | 2,0  |
|  | Créer un programme d'une année d'éducation civique et professionnelle         | Psacharopoulos | 2,5  |

## Conclusions

Compte tenu des résultats des quatre articles sur les interventions éducatives potentielles en Haïti, il est clair que, dans un contexte où les niveaux d'éducation et d'apprentissage sont si bas, presque toutes les interventions raisonnables pourraient avoir des avantages nets substantiels.

Plus important encore, les résultats se concentrent sur la petite enfance et l'enseignement primaire, qui seraient susceptibles de fournir les plus grands avantages à long terme, conformément à la littérature plus large et à d'autres recherches sur l'éducation en Haïti. Cependant, les articles ne traitent pas de la faisabilité de la mise en œuvre des interventions analysées, dont une étude plus large des coûts et du temps nécessaires. C'est, je l'espère, la direction que prendra la conversation, car l'avenir d'Haïti sera façonné par le capital humain qu'il construit aujourd'hui.

## Références

Adelman et al 2015 : <http://hdl.handle.net/10986/22064>

Banerjee et al 2016 : <http://economics.mit.edu/files/11934>

Bold et al 2013 : <https://www.cgdev.org/publication/scaling-what-works-experimental-evidence-external-validity-kenyan-education-working>

Glewwe et Kraft 2014 : <http://www.copenhagenconsensus.com/publication/post-2015-consensus-education-perspective-krafft-glewwe>

Kerwin et Thornton 2015 :

<http://www.jasonkerwin.com/Papers/MakingTheGrade/Kerwin%20and%20Thornton%20-%202015%20-%20Making%20the%20Grade.pdf>

Banque mondiale 2014 :

<http://documents.worldbank.org/curated/en/222901468029372321/Reflections-for-evidence-based-policy-making>

Banque mondiale 2016 :

<http://documents.worldbank.org/curated/en/239991467030775172/Mieux-d%C3%A9penser-servir-revue-des-finances-publiques-en-Ha%C3%Afti>

Haïti fait face à des défis de développement économique et social parmi les plus importants au monde. Malgré un afflux d'aide à la suite du tremblement de terre de 2010, la croissance et le progrès continuent d'être minimums, au mieux. Avec autant d'acteurs et un large éventail de défis allant de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable à la santé, l'éducation, la dégradation de l'environnement et les infrastructures, quelles devraient être les premières priorités pour les décideurs, les donateurs internationaux, les ONG et les entreprises ? Avec un temps et des ressources limités, il est crucial que l'attention soit régie par ce qui fera le plus grand bien pour chaque gourde dépensée. Le projet Haïti Priorise travaillera avec les parties prenantes partout dans le pays pour trouver, analyser, classer et diffuser les meilleures solutions pour le pays. Nous impliquons les Haïtiens de toutes les parties de la société, par le biais des lecteurs de journaux, ainsi que des ONG, des décideurs, des experts de secteurs et des entreprises afin de proposer les meilleures solutions. Nous avons nommé quelques-uns des meilleurs économistes d'Haïti et du monde pour calculer les coûts et les avantages de ces propositions au niveau social, environnemental et économique. Cette recherche aidera à établir des priorités pour le pays grâce à une conversation à l'échelle nationale sur ce que sont les solutions intelligentes - et moins intelligentes - pour l'avenir d'Haïti.



# Haïti Priorise

Un plan de **développement** alternatif

**Pour plus d'informations visitez [www.HaitiPriorise.com](http://www.HaitiPriorise.com)**

## C O P E N H A G E N   C O N S E N S U S   C E N T E R

Copenhagen Consensus Center est un groupe de réflexion qui étudie et publie les meilleures politiques et opportunités d'investissement basées sur le bien de la société (mesurées en dollars, mais en intégrant également par exemple : la protection de l'environnement, la santé et le bien-être) pour chaque dollar dépensé. Copenhagen Consensus a été conçu pour répondre à un sujet fondamental, mais négligé dans le développement international : dans un monde qui a une courte durée d'attention et des budgets limités, nous devons trouver des moyens efficaces pour faire le plus de bien au plus grand nombre. Copenhagen Consensus fonctionne avec plus de 300 des plus grands économistes au monde, y compris 7 lauréats du prix Nobel pour donner la priorité aux solutions des plus grands problèmes mondiaux, sur la base de l'analyse de données et du rapport coût-avantage.